

# AÏN DEFLA : UN BARRAGE DE GENDARMERIE ATTAQUÉ

# 1 mort et 2 blessés

**Mercredi soir vers 23h15, le barrage fixe de la gendarmerie, installé au carrefour de Boumedfaâ sur la RN4, a été attaqué par un groupe armé. Bilan : un gendarme tué, deux autres gravement blessés.**

En pareille heure, en cette fin du mois de Ramadan, il y avait du monde encore au café situé en plein carrefour, juste après la bifurcation sur Hammam-Righa. Selon des sources concordantes, un groupe de plus d'une trentaine d'individus en tenue «décontractée» ou sportive, avec des sacs en bandoulière, est passé devant le café. Toujours

selon ces sources, c'est une fois arrivés au niveau du gendarme posté au centre du carrefour, que deux individus sortirent deux pistolets mitrailleurs et ouvrirent le feu sur le gendarme, déchiqueté par les balles dont plusieurs l'ont atteint à la tête. Pris dans la même ligne de tir, les deux autres gendarmes, indique-t-on, furent blessés. Au même moment, apprend-on, d'autres membres du groupe ouvrirent le feu sur la guérite et le portail de la brigade située à une vingtaine de mètres du barrage. Sous les tirs des assaillants, la guérite a été transformée passoire. Le feu nourri contre les locaux de la brigade était destiné à empêcher les gendarmes qui s'y trouvaient d'intervenir. Cependant, l'échange de tirs entre les

gendarmes et les assaillants a duré plus d'une demi-heure. Craignant l'arrivée de renforts ou d'autres forces d'intervention, les éléments du groupe armé ont pris la fuite. Les deux gendarmes blessés n'ont eu la vie sauve, nous a-t-on indiqué, que grâce à la tenue protégée qu'ils portaient. D'ailleurs, c'est sans doute ce pourquoi le gendarme a été tué, parce que c'est la tête qui a été visée et touchée. Selon des habitants de la ville de Boumedfaâ, un important groupe terroriste a été signalé dans la région il y a quelques jours déjà. Avant de disparaître dans la nuit, les assaillants se seraient emparés de l'arme automatique de l'un des gendarmes.

Karim O.

## RÉVISION DE LA CONSTITUTION

# Le cafouillage

**Qui, finalement, d'Ouyahia et de Belkhadem sait véritablement quand interviendra la révision constitutionnelle ? Les deux hommes ont décliné, à moins d'une semaine d'intervalle, deux échéances distinctes. Ça cafouille grave, une nouvelle fois, au sommet de l'Etat.**

**Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir)**- A peine donc la vérité du secrétaire général du RND et néanmoins chef du gouvernement annoncée que le secrétaire général du FLN, ministre d'Etat, représentant personnel du président de la République, entreprend de l'imbiber d'une couche de doute, voire la démentir. Mardi dernier, en effet, devant des militants du parti regroupés à la mouhafadha d'El-Harrach, Belkhadem surprend son auditoire en repoussant de deux mois l'échéance qu'Ouyahia avait établie pour la révision constitutionnelle. «La révision constitutionnelle interviendra dans les deux prochains mois», a-t-il

déclamé. Voilà qui ne manquerait pas de courroucer Ouyahia, lequel voit ainsi sa vérité contestée et, de surcroît, par le patron du FLN qui, lui également, peut se prévaloir d'un statut et d'une fonction à même de crédibiliser sa prophétie. Qui voit juste et dit vrai et qui s'illusionne ? Il n'est pas aisé de le savoir. Mais ce qui est si lisible pour ne pas passer inaperçu, c'est cette non-concordance du propos entre deux membres de l'exécutif et partenaires, de plus, de l'Alliance présidentielle. De par cela, les deux hommes devaient être normalement au même niveau d'information. Or, l'actualité donne à saisir qu'ils ne le

sont pas du tout. Ce qui laisse poindre deux hypothèses : soit que l'un est tenu informé et l'autre non, soit les deux sont maintenus au même degré d'ignorance. Dans le premier cas de figure, on comprendrait que le président de la République et le cercle restreint de ses égéries chérissent (politiquement s'entend) l'un et l'ont mis dans le secret de la perspective et demeurent soupçonneux à l'endroit de l'autre pour ne pas le mettre dans la confiance. Dans le second cas de figure, c'est-à-dire que ni Ouyahia ni Belkhadem ne savent quand exactement le président procédera à la révision de la Constitution qui lui permettra de postuler pour un autre mandat, le troisième consécuteur, il est permis de conclure que Bouteflika ne les juge pas tous les deux dignes de confiance. Ceci à supposer qu'il a déjà lui-même réfléchi et arrêté la période,

voire la date exacte à laquelle il révisera le texte de la loi fondamentale. Car, le renouvellement de la contradiction autour de la date de la révision tant réclamée par le FLN et soutenue par le RND autorise toutes les spéculations. Y compris celle de savoir si le président nourrit toujours l'ambition de se représenter pour un troisième mandat ou si, celle autant probable, au sommet de l'Etat, entre les clans, le consensus ne s'est pas tout à fait dessiné. Ce n'est pas à écarter. Du moins, le cafouillage qu'Ouyahia et Belkhadem donnent à noter le laisse supposer. Le président Bouteflika éprouverait-il peine à se défaire de quelques tances adversités au point de taire toujours la nature de l'amendement qu'il compte apporter à la Constitution ainsi que la date à laquelle cela devrait intervenir ?

S. A. I.

## CONFÉRENCE DE PRESSE DU CLA

# Les réformes de l'éducation mal gérées

**Anarchie, désorientation et gestion catastrophique de la rentrée scolaire 2008-2009. Tel est le constat dressé par le CLA (Conseil des lycées d'Algérie), lors d'une conférence de presse tenue hier au siège de l'Unpef. Un regard syndical qui ne se détourne pas des préoccupations pédagogiques et sociales de la famille de l'éducation.**

**Rosa Mansouri - Alger (Le Soir)** - Les membres du bureau du CLA sont revenus hier dans le détail sur la rentrée scolaire, caractérisée, notamment, par le manque de planification et d'anticipation de la part des responsables de l'éducation nationale pour gérer les réformes entamées et éviter la situation anarchique à laquelle sont confrontés aujourd'hui les différents paliers du secteur.

La surcharge des classes que subissent les établissements de l'enseignement moyen, selon le CLA, n'est pas une fatalité, comme le laisse entendre le ministre chargé du secteur.

«Les réformes auraient dû commencer au préscolaire et non pas en première année primaire. Si cette démarche avait été entreprise, il n'y aurait pas eu deux promotions d'élèves, ceux issus de l'ancien système et ceux du nouveau , au moyen», a souligné Idir Achour.

Pour le CLA, le ministère de l'Education nationale n'est pas à son premier mauvais calcul. Il y a plus d'une année, le CLA avait mis en garde contre la surcharge des programmes pédagogiques et la nécessité de leur assouplissement. Un mépris a été affiché à l'égard de ce syndicat et ses propositions n'ont jamais été prises en considération.

Aujourd'hui, le ministère met en exergue les modifications apportées aux programmes scolaires et la diminution de la durée des cours, mais il a fallu que les lycéens sortent dans la rue et protestent durant un mois. «Faut-il

passer par la rue pour nous faire entendre ?» s'interrogent les responsables syndicaux. Ces derniers tentent de transmettre un message à la tutelle, l'invitant à œuvrer pour l'intérêt de l'école publique, et ce, par l'ouverture d'un dialogue transparent et sincère avec les syndicats de l'éducation.

Car pour le CLA, la question fondamentale de la plate-forme de revendications des syndicats ne devrait plus être à l'ordre du jour.

Elle est contenue dans l'article 80 de la loi portant orientation du secteur de l'éducation. «Cet article résume toutes les revendications de la famille de l'éducation. Il reste à savoir qui veille à l'application de la loi en question et comment travailler ensemble pour arracher les droits des travailleurs de l'éducation», signale-t-on encore.

Revenant sur les difficultés rencontrées en cette rentrée scolaire, le CLA apporte ses propres chiffres, en contradiction totale avec ceux des responsables du secteur.

Pour le préscolaire, par exemple, le CLA affirme que 50% des établissements primaires ne disposent pas de moyens pour accueillir des classes de ce palier. Concernant la surcharge des CEM, ce syndicat estime que les besoins en infrastructures sont de 20 000 classes. Ce qui fait une moyenne de 1 000 CEM, avec 40 élèves par classe.

Pour l'encadrement, le secteur de l'éducation a besoin, pour l'ensemble des paliers, de 108 000 enseignants, rendant plus crucial

le besoin de recrutement et surtout le maintien des contractuels. Telle est, selon le CLA, la réalité du secteur qui augure une année scolaire difficile.

Le CLA ne va pas sans marquer le point sur le démantèlement de l'enseignement technique et le manque de considération affiché à l'égard des enseignants de cette filière. Ils ont été orientés vers des spécialités qu'ils ne maîtrisent guère.

En somme, la situation est catastrophique du point de vue de

ce syndicat qui réfléchit d'ores et déjà à mettre en place un calendrier de journées d'étude pour sensibiliser les citoyens, les parents d'élèves et les responsables de l'éducation aux différents dangers qui menacent le secteur. Le CLA ne fera pas l'impasse sur les intérêts pédagogiques et sociaux des enseignants et des élèves. La mobilisation se fera dans un cadre plus élargi, c'est-à-dire avec l'ensemble des syndicats de l'éducation.

R. M.

## SELON L'ASSOCIATION SIRIUS D'ASTRONOMIE

# Des observations erronées ont marqué le début du Ramadan

**A la veille de la fête de l'Aïd, l'association Sirius d'astronomie confirme que, selon les données astronomiques, ce mois de jeûne s'achèvera à 30 jours et précise que l'Aïd el-Fitr sera célébré le mercredi 1<sup>er</sup> octobre.**

**F-Zohra B. - Alger (Le Soir)** - Selon l'association toujours, des observations erronées ont toutefois marqué le début du mois de Ramadan. «Nous nous voyons dans l'obligation de relever que la fetwa du Comité des croissants lunaires, concernant le début du jeûne le 31 août, était basée sur des faits inconsistants. Aussi les observations rapportées dans les trois wilayas sont incorrectes», précise un communiqué de Sirius. Les scientifiques s'interrogent ainsi sur le fait qu'un fin croissant a été observé à 2° en dessous de l'horizon, qui ne se couche que quelque 13 minutes après.

Et de poursuivre : «L'observation mentionnée à partir de la Malaisie est étrange aussi, puisque aucun observateur à notre connaissance ne l'a rapportée en Malaisie même. N'auraient-ils

pas confondu avec les observations du croissant apportées d'Indonésie, observations erronées de toute façon puisque le croissant n'était pas visible d'Indonésie ?» En fait, le communiqué souligne le fait que seule l'observation à l'œil nu en Afrique du Sud, dont il fait mention, était crédible et qui a effectivement eu lieu.

Ce qui rend la fetwa, du point du vue astronomique, acceptable, concèdent les membres de Sirius qui expliquent, par ailleurs, que nous nous acheminons inéluctablement cette année vers un mois de Ramadan à 30 jours. «Le 29 du Ramadan coïncidant avec le lundi 29 septembre, la lune se couchera avant le coucher du soleil, en dépit du fait que la conjonction de la lune de choul aura lieu dans la matinée, à 9h12 du matin, heure d'Algérie», précise un communiqué de l'association.

«Ainsi, à Alger, la lune se couchera le jeudi 11 minutes avant le soleil (8 minutes avant le soleil à La Mecque) et se trouvera à ce moment à 3° en dessous de l'horizon. Ce jour-là, elle ne pourra être visible de nulle part dans le monde. Ainsi, les pays qui ont commen-

cé le mois de Ramadan le 1<sup>er</sup> septembre, dont l'Algérie, complèteront nécessairement le mois de Ramadan à 30 jours et célébreront l'Aïd le mercredi 1<sup>er</sup> octobre», soulignent les scientifiques.

Toutefois, pour les pays ayant commencé le jeûne le 2 septembre, le mardi 30 septembre correspondra au 29 de Ramadan et la visibilité du croissant à l'œil nu sera impossible d'Afrique du Nord et du Machrek, vu que le croissant se trouvera trop proche de l'horizon (3° à Alger).

Aussi, selon l'association Sirius, sur la base d'une observation locale, l'Aïd sera pour ces pays le jeudi 2 octobre.

«Il pourra éventuellement être vu à l'œil nu, à partir d'autres régions comme le sud de l'Afrique, l'Amérique du Sud et l'Amérique central. Le mois de Ramadan compterait alors 30 jours et l'Aïd sera célébré dans ce cas le 1<sup>er</sup> octobre», informent les membres de l'association Sirius. Cela étant dit, seul le Comité national des croissants lunaires est habilité à annoncer le jour de l'Aïd.

F-Z. B.

## DJEZZY

# Installation d'un nouveau directeur

Un nouveau directeur général a été nommé à la tête de Djezzy. Il s'agit de Tamer El-Mahdi, qui vient ainsi remplacer Hassan Kabani.

Dans un communiqué transmis à notre rédaction, l'opérateur a souligné que ce changement s'inscrit dans le cadre du redéploiement du groupe dans le but de consolider Orascom Telecom dans sa position de leader du marché de la téléphonie mobile en Algérie.

Parmi les objectifs de la nouvelle direction, figurent le maintien et le développement du programme d'investissement.

Actuellement, Djezzy affiche un placement de 3 milliards de dollars, faisant de lui le premier investisseur hors hydrocarbures en Algérie.

Pour ce qui est de la politique commerciale, il a été annoncé la garantie des produits et des prestations de qualité, tout en élargissant le portefeuille des services à valeur ajoutée. Par ailleurs, au volet social et environnemental, Djezzy annonce davantage d'implication dans les opérations de sponsoring et autres manifestations à même de mettre en valeur le citoyen algérien et l'image de l'Algérie. Aussi, dans le domaine des ressources humaines, OTA poursuivra sa politique de capitalisation sur les cadres nationaux dont certains ont acquis l'expérience durant ces dernières années. Le même communiqué mentionne que toutes ces mesures techniques, commerciales et sociales n'ont d'autre objectif que de servir le client.

### Qui est Tamer El-Mahdi ?

Le nouveau directeur de Djezzy cumule 19 années d'expérience dans le domaine des télécoms. Au cours de sa carrière, il a occupé plusieurs postes de responsabilité dont celui de directeur général adjoint chargé des opérations du développement de la stratégie du groupe dans le domaine des télécommunications.

Cette mission impliquait l'accompagnement des différentes filiales dans l'atteinte des objectifs tracés. Des filiales comme Wind-Italie, Wind-Grèce, Djezzy-Algérie, Tunisiana-Tunisie, Mobinil Egypt, Banglalink- Bangladesh et Mobilink-Pakistan ont été sous sa responsabilité. Il est à noter que Tamer El-Mahdi est titulaire d'un M.sc en télécommunications de l'université de Californie et d'un master en gestion de projets, obtenu à l'université George-Washington. M. Maher est aussi titulaire d'un MBA de l'Ecole des affaires de Maastricht.

N. M.